

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 30 novembre 2023
(Convocation du 14 novembre 2023)

Aujourd'hui, le 30 novembre 2023 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	54
• Voix	323
Présents	
• Nombre	32
• Voix	145
Pouvoirs	
• Nombre	1
• Voix	14
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	33
• Voix	159
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Fabienne Costedoat-Diu, Mme Dominique Degos, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. Damien Delavoie, M. Bernard Pouban
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel, M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Michel Cuyaubé, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Philippe Labache, M. Pierre Lajus, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Marc Lescoute, M. Patrick Maunas
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : M. Julien Dubois

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, Mme Céline Salles, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Francis Dupouey, M. Charles Pelanne, M. Frédéric Ré, M. Marc Saint-Estevan, M. Bernard Verdier,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, Mme Isabelle Nogaro, Mme Pascale Réquenna, M. Jean-Yves Arrestat, M. Pierre Cazères, M. Didier Gaugeacq, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Laurent Nolibois, M. Christophe Pugnetti, M. Jean-Pierre Rémy

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Ressources humaines - Création d'un emploi non permanent pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité concernant la mission d'animation territoriale de l'EPTB en application de l'article L.332-23 1° du code général de la fonction publique

Exposé des motifs :

Monsieur le président expose à l'assemblée délibérante que, suite à l'élaboration d'une thèse relative à la territorialisation de la compétence GEMAPI sur le bassin de l'Adour, il convient de créer un emploi non permanent d'ingénieur afin de mener à bien la mission d'animation territoriale afférente et ainsi de porter à connaissance le travail d'analyse conduit.

Afin d'assurer les missions décrites ci-dessous, il est nécessaire de créer un emploi non permanent à temps à temps complet (35/35ème) pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité sur le grade d'Ingénieur (catégorie A), sur la période du 1^{er} décembre 2023 au 29 février 2024, et ce, pour faire face à l'accroissement temporaire d'activité en matière d'animation territoriale au sein de l'EPTB.

L'agent recruté sera chargé d'assurer les fonctions de :

- animation territoriale et porté à connaissance l'analyse conduite sur la territorialisation de la compétence GEMAPI sur le bassin de l'Adour dans la continuité du travail d'élaboration de la thèse afférente.

Le niveau minimum requis pour postuler à cet emploi est le suivant : niveau Bac+8.

Ce contrat à durée déterminée est ouvert à compter du 1^{er} décembre 2023, pour une durée de trois mois. L'agent recruté sera rémunéré sur la base de l'indice brut 518 correspondant au 3^{ème} échelon de l'échelonnement indiciaire du grade d'ingénieur, emploi de catégorie hiérarchique A. le recrutement de l'agent se fera par contrat de travail de droit public conformément à l'article L.332-23 1° du code général de la fonction publique, d'une durée de 3 mois.

Vu l'ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,

Vu le code général de la fonction publique, notamment l'article L.332-23 1° ,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels la fonction publique territoriale,

Considérant l'accroissement temporaire d'activité en matière d'animation territoriale au sein de l'EPTB,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de créer un emploi non permanent à temps complet à raison de 35h/semaine d'ingénieur emploi de catégorie hiérarchique A pour la période du 1^{er} décembre 2023 au 29 février 2024 au pour faire face à l'accroissement temporaire d'activité en matière d'animation territoriale au sein de l'EPTB,
- que l'agent recruté sera chargé d'assurer les fonctions de :
 - o animation territoriale et porté à connaissance l'analyse conduite sur la territorialisation de la compétence GEMAPI sur le bassin de l'Adour dans la continuité du travail d'élaboration de la thèse afférente.
- que le niveau minimum requis pour postuler à cet emploi est le suivant : Bac+8,



- que l'agent recruté sera rémunéré sur la base de l'indice brut 518 correspondant au 3^{ème} échelon de l'échelonnement indiciaire du grade d'ingénieur, emploi de catégorie hiérarchique A,
- que le recrutement de l'agent se fera par contrat de travail de droit public conformément à l'article L.332-23 1° du code général de la fonction publique, pour une durée de 3 mois,
- que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant sont inscrits au budget, aux chapitres et articles prévus à cet effet,
- que le président est chargé de procéder aux formalités de recrutement,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 30 novembre 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE